

TRIBUNE DE CAUX

N° 10 - OCTOBRE 1975

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris
Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20

Cahier mensuel publié par le Réarmement moral à destination du monde francophone. L'actualité sous un éclairage original. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme.

Responsable de la publication :
Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation :
Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Catherine Dickinson-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Danielle Maillefer, Noëlle Mariller, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth.

Administration et diffusion :
Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Fiaux, Hélène Golay, Jacques Meyer, Marcel Seydoux.

Société éditrice :
Editions, théâtre et films de Caux S.A.
Composition, tirage offset :
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux.

ABONNEMENTS

Pour une année (12 numéros)

France : FF 32. Suisse : Fr. s. : 20.—.
Belgique : FB 280. Canada : \$ 8.—. Autres pays par voie normale: FF 38 ou Fr.s. 24.—. Pays d'outre-mer, par avion : FF 45 ou Fr.s. 27.—.

Prix spécial étudiants, lycéens :
FF 18 ; Fr. s. 12.— ; FB 170.

Verser le montant de l'abonnement :
En France : à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.

En Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10 - 253 66, Lausanne.

En Belgique : au Réarmement moral 297, rue Salzennes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »).

Au Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux » à envoyer à : Case postale 3, 1211 Genève 20.

En zone franc d'Afrique : par virement de 2250 francs CFA (abonnement d'un an par avion) ou 1900 F (par voie maritime) à toute succursale de la Société Générale. Libeller « Tribune de Caux - Société Générale, Annemasse. »

Signification d'une conférence

Le 4 septembre, à Genève, était parachevé l'accord intérimaire de désengagement entre Israël et l'Égypte. La cérémonie fut brève. Dans un silence glacial, un représentant de chacun des deux pays apposa sa signature au bas du document. Pas une parole ne fut échangée, les regards ne se croisèrent pas. Lorsque les membres d'une des délégations se levèrent pour serrer les mains de leurs adversaires, le chef du protocole leur signifia impérieusement de se rasseoir. Il fallait à tout prix éviter l'affront d'un refus. Puis les délégations furent invitées à sortir par des portes séparées.

Le pathétique de ce scénario ne diminue en rien la somme d'habileté, de ténacité et de diplomatie qui permit d'aboutir à cette signature, une simple étape dans un long processus. On souhaiterait, cependant, que le cœur y soit.

C'est dans cette perspective qu'il faut évaluer les résultats des rencontres qui se déroulent à l'autre bout du lac Léman, au Centre international de Caux.

Le Réarmement moral, organisme privé, dépourvu de tout pouvoir officiel, travaille sur le terrain précis du cœur et de l'esprit de l'homme.

Les scénarios dont on peut être témoin durant les conférences d'été diffèrent beaucoup de celui que nous venons d'évoquer.

Un déclic

Une éminente personnalité arrive du Sud-Est asiatique. Cet homme est désespéré par la situation de son pays où la subversion idéologique fait bon ménage avec la corruption au plus haut niveau et avec la méfiance entre groupes ethniques. Un déclic s'opère en lui. A son départ de Caux, il est décidé à faire front et à œuvrer de toutes ses forces pour renverser le courant.

D'un autre pays où les conflits internes menacent d'exploser en une conflagration majeure, vient un ancien ministre. Il a démissionné par réaction contre la politique adoptée par son gouvernement. Pourtant, au plus profond de sa conscience, il sait que s'il se débarrassait de ses ressentiments et s'il se réconciliait avec son premier ministre, il pourrait contribuer à éviter l'affrontement qui se prépare. Quelques jours à Caux fortifient son courage. Il part décidé à faire ce geste.

Un médecin venu de Londres confie : « Je compte parmi mes patients quel-

ques hommes qui pourraient, s'ils le voulaient, introduire dans leurs pays, aujourd'hui poudrières sur le point de sauter, des solutions pacifiques. Je me contente de leur dire, par exemple, qu'ils souffrent du foie parce qu'ils boivent trop. Je viens chercher à Caux l'autorité intérieure qui me permettrait de leur dire : vous êtes en train de mener votre pays au suicide. Voilà pourquoi vous devez vivre différemment. »

Un ministre d'un Bantoustan — Etat autonome noir d'Afrique du Sud — arrive à Caux bourré de haine, comme il le dira lui-même. « Chaque fois que j'avais une occasion de tenir des propos caustiques, je la saisis », avoue-t-il, et il ajoute : « Dans douze jours, nous rencontrerons à un rallye les partis d'opposition. Je préparais un discours vitriolique. Ce n'est pas ce discours-là qui sera prononcé. On ne peut opposer la rancœur à la rancœur. »

Malgré les injustices du système de l'apartheid, les Bantoustans pourraient être le creuset d'une transformation progressive de la situation politique sud-africaine. Quand on sait que ces Etats connaissent aujourd'hui de fortes divisions internes, la déclaration du ministre prend toute sa valeur.

Prêts à se dépasser

Ces quatre exemples, choisis parmi bien d'autres, illustrent ce qui se passe à Caux semaine après semaine.

Alors qu'à Genève des traités se signent, des résolutions s'élaborent, à Caux se dissipent des haines, s'ouvrent des cœurs, se défrichent des esprits, conditions d'une réconciliation véritable. Genève a son rôle. Caux a le sien.

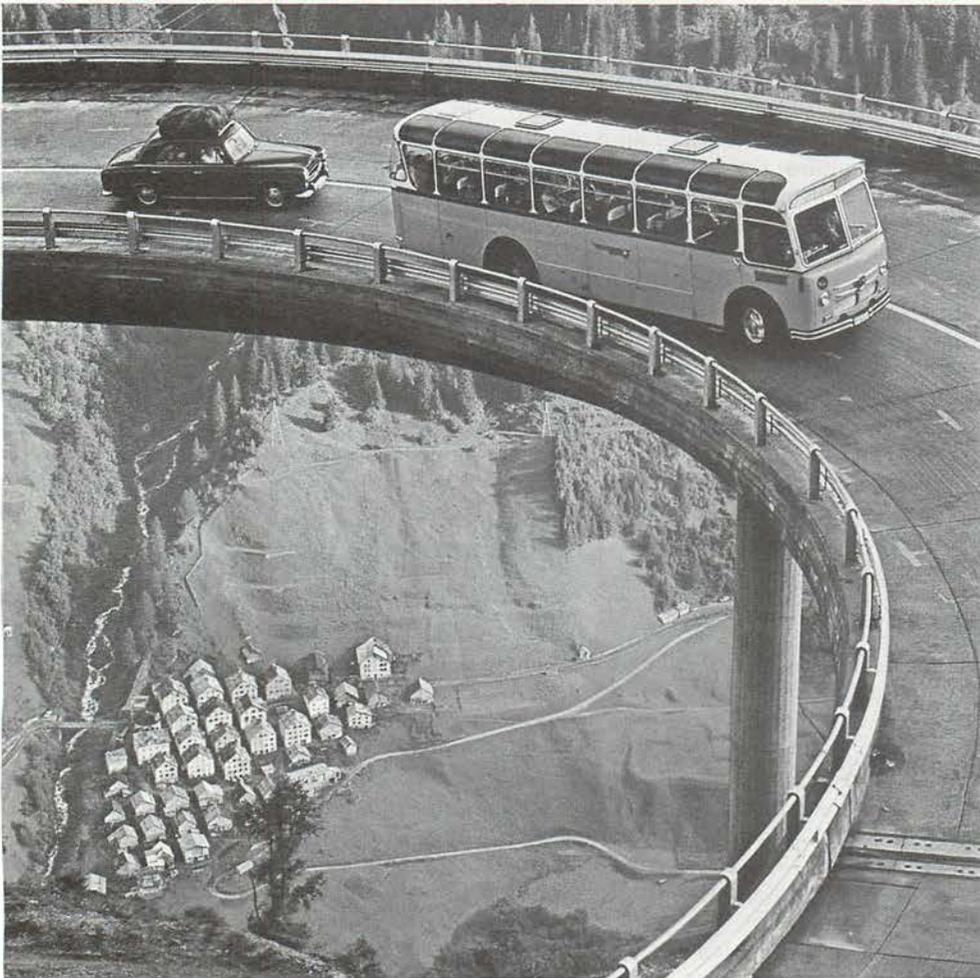
Soyons réalistes. Il y a des hommes aigris, égoïstes, têtus, ou simplement satisfaits d'eux-mêmes, qui repartent de Caux comme ils y sont arrivés. Ils continueront à être pour leur peuple, ou tout bonnement pour leur entourage, des freins à l'harmonie et au progrès. D'autres, heureusement, sont prêts à se dépasser. Grâce à eux, Caux crée le climat dans lequel, comme le disait un homme politique, « nous pouvons découvrir que le problème, c'est nous-mêmes, comprendre que les voies de Dieu ne sont pas les nôtres et renaitre ensuite sous l'inspiration divine ». Il ajoutait : « C'est ainsi seulement que nous pouvons changer le monde. »

J.J. Odier.

LE SUJET DU MOIS

par  Paul-Emile Dentan

SWISSE:



La Suisse, un carrefour. « Tout a commencé par des ponts et des cols. »

Le comportement démocratique en question

N'ayant pas honte d'aimer mon pays, je me sens parfaitement libre d'exprimer ici quelques inquiétudes à son sujet.

En le faisant, j'ai constamment devant mes yeux les visages des soldats suisses à qui je me suis adressé. Des soldats qui sont avant tout des citoyens. Tandis que nous étions enfouis dans nos casemates, il m'incombait la tâche de leur expliquer la situation difficile du monde d'aujourd'hui, les positions des adversaires potentiels en Europe, les dangers politiques que court notre continent et, surtout, l'avenir de notre pays. Chaque fois, les questions fusaient, toutes pertinentes, pour essayer de découvrir si le patrimoine que nous aurions à défendre était encore valable, si nos institutions avaient suffisamment évolué. Sous-jacente, reparaisait souvent l'idée que « on » avait décidé, que des groupes de pression exerçaient une profonde influence sur la politique fédérale en dehors de tout contrôle de la majorité des citoyens ; et que les partis politiques éludaient souvent les questions fondamentales de l'avenir, se cantonnant dans la défense d'intérêts matériels. A ceux qui m'interrogeaient, je m'efforçais de faire comprendre que nous perdions une parcelle de notre liberté à laquelle nous tenons tant chaque fois que nous nous résignons à l'inaction.

Pour la Suisse, on s'en souvient, tout a commencé par des ponts et des cols. Cela doit rester ainsi, ou plutôt le redevenir, au sens moral du terme. Il y a eu le pont de Genève qui fit entrer Jules César, les Helvètes et la Gaule dans l'histoire. Il y eut le pont de Bâle qui fut un carrefour de l'Empire de Charlemagne. Il y eut le col du St-Gothard qui motiva la révolte des habitants des vallées contre les Habsbourg et la conquête de la liberté. Et aujourd'hui, c'est un lieu commun d'affirmer que la Suisse est devenue un carrefour entre langues, civilisations, peuples divers. Mais entre un carrefour ouvert à tous vents et un pont il y a une différence.

Au-delà de l'incertitude provoquée par un ralentissement très marqué des affaires pour un pays qui vit à 90 % de ce qu'il fabrique et exporte — récession à laquelle il n'était nullement préparé — nous sommes surtout inquiets de l'absence quasi totale de réflexion sur le type de société que nous aimerions construire. De nos écrans de télévision, que ce soit en Suisse alémanique ou en Suisse romande, on tire à boulets rouges sur la société de consommation qui est la nôtre ; et Dieu sait si elle a besoin de changer ! Mais personne n'ose émettre la moindre critique vis-à-vis des dictatures du type soviétique et de leur emprise sur les individus, sans que l'on vous taxe immédiatement d'anticommuniste à la solde de la CIA. L'abondance et la facilité ont engendré une espèce de con-

formisme, risquons le mot, néo-gauchiste, qui nous permet d'assister sans réagir à des événements d'une extrême gravité.

Ce qui est aussi grave, c'est l'illogisme qui caractérise si souvent notre attitude de « vouloir le beurre et l'argent du beurre ». Ainsi pour la question essentielle de l'énergie ; on veut plus d'électricité, mais puisque toutes les ressources hydro-électriques du pays sont déjà exploitées, il faut construire des centrales atomiques à toute allure. Pour permettre à chacun des un million six cent mille propriétaires de téléviseurs du pays de remplacer son récepteur noir et blanc par un poste couleur, il faudrait, dit-on, une centrale atomique de plus. Si les risques — calculés — que représentent les déchets radio-actifs des centrales nucléaires sont réels, personne n'a vraiment le courage politique de proposer une limitation de la demande d'énergie électrique, une halte à la croissance et au gaspillage. Un plan de rationnement de l'électricité n'existe pas et le Conseil fédéral n'a pas eu, jusqu'ici, l'audace d'en proposer un en termes clairs et nets à la population. Les opposants aux centrales nucléaires pas davantage. Ce qui revient à fausser le débat au départ.

Réviser la Constitution ?

Autre exemple : on réclame un service civil en Suisse depuis bien longtemps. L'Armée suisse, par définition une armée défensive, ne saurait l'envisager, répète à satiété la Société suisse des Officiers. Pourtant, en 1917 déjà, le général Wille et le colonel von Sprecher, chef d'état-major, que l'on ne saurait taxer ni l'un ni l'autre d'avoir été contre les méthodes prussiennes fort en vogue à l'époque, approuvèrent un projet de service civil en remplacement du service armé pour les objecteurs de conscience ; ce projet était dû à l'éminent juriste que fut Max Huber. Le Conseil fédéral l'ignora. Plus récemment, l'initiative dite « de Münchenstein » recueillit suffisamment de voix pour que le gouvernement nomme une commission. De telles choses se produisent souvent chez nous quand on ne veut pas prendre de décision. Est-ce une occasion manquée ?

Et cette attitude de vouloir le plus de confort matériel possible et le moins de dérangements dans ses habitudes court parallèlement au refus de payer soi-même, de renoncer à quoi que ce soit.

Quand une consultation électorale dérange la moitié des électeurs et électrices, on estime que cela constitue un succès. L'exception fut la fameuse « votation » de 1972 sur l'initiative dite « de Schwarzenbach », visant à limiter le nombre des ouvriers étrangers autorisés à travailler en Suisse, où plus de 70 %

des électeurs se dérangèrent ; son acceptation aurait donné un coup de frein brutal à la croissance de l'économie suisse (coup de frein que la récession actuelle s'est chargée de lui imposer, puisqu'il y a déjà 60 000 saisonniers de moins, chiffre qui n'apparaîtra jamais dans les statistiques officielles du nombre de chômeurs). Mais la question provoqua des réactions épidermiques et souleva les passions. Les partisans de cette initiative ont formé depuis lors un groupe politique d'extrême-droite dit d'Action nationale, « le seul groupe qui ait marqué des points récemment », comme le note Pierre Béguin dans sa suite à « L'Histoire de la Suisse » de



Jean Mohr

Le nombre des ouvriers étrangers (16 % de la population totale) a permis de bâtir la prospérité économique suisse actuelle. Mais le problème politique et humain qu'il pose n'est pas résolu par les limitations drastiques à l'immigration imposées par la Confédération.

William Martin¹, un classique en son genre.

Hélas ! la révision totale de la Constitution fédérale, dont on a fêté il y a deux ans le centenaire, ne soulève ni les mêmes passions, ni le même enthousiasme. C'est une œuvre de juristes qui ne touche presque plus que les spécialistes. Pourtant il ne manque pas de voix pour se plaindre lors des élections au Conseil fédéral que la méthode de gouvernement suisse est surannée ; pour déplorer périodiquement que le Conseil des Etats (Chambre haute) est dépourvu de pouvoirs réels et que les associations professionnelles en ont beaucoup trop ; pour souligner l'usage abusif du droit d'initiative, etc. L'ancien conseiller fédéral Chaudet a proposé le système des *motions populaires*, qui n'auraient pas le caractère légalement impératif d'une initia-

¹ « Histoire de la Suisse », William Martin, Editions Payot.

tive, mais obligerait le Parlement à débattre de tel ou tel sujet. Ce qui, soit dit en passant, redonnerait à ce dernier quelque importance aux yeux de l'opinion publique qui n'y voit souvent qu'une réunion de notables sans contact avec la vie. Mais le Conseil fédéral n'a pas encore osé empoigner le problème dans son ensemble.

A la remise en question générale dont tout le monde s'abreuve, me dit un ami, il faut surtout opposer une remise en place. Une remise en place des vraies valeurs, notamment celles liées au sens des responsabilités. Qu'on songe combien de réductions d'heures de travail ont lieu en ce moment dans l'industrie et que tout se déroule dans l'ordre, et l'on est frappé d'une chose : le sens de responsabilité acquis par la classe ouvrière depuis l'instauration et la pratique des contrats collectifs de travail. Ce système a mis les dirigeants syndicaux en contact direct depuis près d'un demi-siècle avec les chiffres, avec les faits. Même si quelques extrémistes souhaitent profiter des difficultés pour faire de la propagande démagogique, il est remarquable que chacun, ou presque, « joue le jeu ». « Quand les patrons mettent toutes les cartes sur la table », me dit M. Jean Clivaz, secrétaire de l'Union syndicale suisse, « tout va bien ; d'ailleurs nous l'exigeons. Sur la base des faits précis et réalistes, il est parfaitement possible de trouver en commun des réponses aux problèmes. La période de crise que nous traversons aujourd'hui, ajoute-t-il, oblige chacun des partenaires à rechercher des solutions nouvelles en vue de la réforme de fond que nous souhaitons pour la transformation des institutions. » N'est-ce pas un défi pour d'autres d'entre nous ?

Contradictions ?

Et les syndicats de souhaiter par le prochain vote sur le caractère obligatoire de la participation ouvrière aux conseils d'administration ou de direction de voir concrétiser par un texte de loi ce sens accru des responsabilités que démontre en ce moment la classe ouvrière suisse. Sans nous prononcer là-dessus, relevons cependant que *l'esprit de la participation*, entre partenaires honnêtes, jouant cartes sur table, qui existe déjà dans des entreprises aux quatre coins du pays grâce au courage moral de nombreux hommes, a été à la base de multiples transformations. Nous publions ci-après le témoignage d'un autre secrétaire syndical.

L'historien J.-R. von Salis relève² « la

² « La Suisse diverse et paradoxale », par J.-R. de Salis, La Baconnière. (Paru en allemand sous le titre *Schwierige Schweiz*.)

contradiction apparente entre le désir d'indépendance politique et la nécessité de resserrer les échanges internationaux, ce qui contraint le pays à repenser périodiquement les conditions de son existence nationale ». Un ami lausannois me faisait remarquer que les vrais internationalistes suisses sont les hommes d'affaires, bien plus que les hommes politiques, plus soucieux de préserver leur influence locale ou nationale. « D'où, souligne encore von Salis, la nécessité de revivifier le sentiment de solidarité avec l'étranger et le danger qu'il y a à n'être que toléré par un monde dont l'intérêt amical est nécessaire à notre existence. » Notre adhésion à l'ONU, dont nous serons sans doute le dernier pays à ne pas faire partie, renforcerait-elle ce sentiment de solidarité ? C'est douteux, pour un peuple épris de son confort comme le nôtre. Mais il est dommage que les meilleurs de nos hommes politiques ne puissent pas participer aux essais de rétablir la paix, si imparfaits soient-ils, de l'organisation mondiale. Oublie-t-on que le grand Bâlois Carl Burckhardt, commissaire de la SDN à Dantzig avant-guerre, fut, disait-on, « le seul homme à avoir fait baisser les yeux à Hitler » ? Mais le Suisse, réfractaire permanent à toute forme d'embrigadement, sauf lorsque ses intérêts sont en jeu, ne s'intéresse pas aux idées ; l'universalité représentée par les Nations unies — on pourrait faire mieux, c'est l'évidence même — le laisse aussi froid que ses glaciers.

« Un canton qui fasse envie »

Si les liens entre l'humain et le système ne correspondent plus, il est évident qu'un pays comme la Suisse pourrait disparaître. Les relais indispensables aux relations entre les individus et l'Etat : famille, commune, canton, voient leur autorité battue en brèche par la nécessaire centralisation des pouvoirs économiques dans les mains de la Confédération et l'érosion provoquée par la morale permissive. Pourtant nous aimons tant vanter notre « modèle suisse » comme étant l'unique planche de salut pour une Europe divisée par tant de courants contradictoires !

Ceci revêt d'autant plus d'acuité au lendemain des événements de Moutier où, pour la première fois dans notre histoire, la publication des résultats d'un scrutin démocratique a été marquée par des manifestations de violence. Douleuruse naissance du 23^e canton suisse, dans une démocratie qui devrait, théoriquement, permettre la juste recherche des solutions.

Pour nos lecteurs qui ne sont pas familiers avec l'histoire suisse, rappelons que la partie francophone de l'ancien évêché de

Bâle, le Jura-Nord, avait été rattachée, par le traité de Vienne en 1815, au canton germanophone de Berne — qui n'en voulait pas — et à la Suisse qui y trouvait son compte stratégique, sans que ses habitants fussent le moins du monde consultés. Posée depuis longtemps, ignorée pendant des années, cette « question jurassienne » place chaque Suisse devant un cas de conscience. L'apathie des uns, la passion combative des autres, l'escalade des invectives n'ont fait qu'engendrer peurs, rancunes, esprit de revanche. Ce sont là des réalités qu'actions juridiques et pro-

les résoudre, mieux, pour les prévenir, il faudrait pouvoir secouer une indifférence coupable, « soulever cette lourde pâte humaine qui empêche le pain de lever », comme le disait déjà au XVI^e siècle le réformateur Pierre Viret.

Battue en brèche par l'apathie née du confort — ou par la contestation — notre démocratie fait de la Suisse un pays fragile. Le manque de discernement, de courage, d'humour sur nous-mêmes aussi, allié à la peur de ne pas être « dans le vent », font que nous arrivons souvent trop tard, et que les meil-



Maillefer

Quatre-vingt-dix pour cent de la production industrielle va à l'exportation.

cessus démocratiques ne modifient pas, car la confiance, ce moteur de toute démocratie, est cassée. Comment la recréer ? Si nous y parvenions, la Suisse aurait là une contribution unique à apporter à d'autres pays qui connaissent une situation semblable, de divisions de religion, de langue ou de race. C'est pourquoi nous sommes reconnaissants à ces Jurassiens du Nord et du Sud qui, en dépit du climat de violence actuel, sont déterminés à jeter tous les ponts possibles entre des communautés aujourd'hui séparées par le vote populaire, sans rejeter tous les torts sur « les autres », en assumant eux-mêmes leur part de responsabilité dans la rupture du dialogue. Quant aux citoyens du futur canton, ils ont maintenant une occasion unique d'élaborer une constitution qui orientera leur communauté et de créer « un canton qui fasse envie », comme le disait l'un d'eux, tout en réveillant les Suisses à leur destinée.

Mais si l'on n'y prend garde, il y aura dans la Suisse de demain d'autres « questions jurassiennes » qui se poseront. Pour

leurs des Suisses restent en dehors de l'engagement politique que présuppose une démocratie moderne. Car il existe non seulement un système, mais un comportement démocratique qui permet le dialogue, qui pousse les hommes les uns vers les autres, dans la sincérité et l'engagement commun à la construction d'une société plus juste. C'est le prix à payer pour que la démocratie ne s'enlise pas dans les questions économiques, ou dans le laxisme moral. Enlever les points d'ancrage de notre démocratie est dangereux ; or, ceux-ci ont nom : indépendance de jugement, sécurité collective au point de vue social, politique et militaire, foi dans les destinées de la patrie commune, sens de responsabilité de chacun. « On n'a pas le droit d'enlever quelque chose, disait l'écrivain Alexandre Vinet, si l'on ne met rien à sa place. » Ce « quelque chose », qui représente tout pour moi, c'est la foi que Dieu a un plan pour chacun de nous et pour notre pays. Cela ne vaut-il pas la peine d'y consacrer sa vie ?

« Sortir l'homme de l'ombre »

A l'occasion de la visite de la troupe de *Chant de l'Asie* aux usines Sulzer à Winterthour, M. Hans Egli, président du comité d'entreprise, a répondu à diverses questions posées par ces jeunes Asiatiques sur les relations entre ouvriers et direction dans son entreprise.

« En Suisse, dit-il, c'est différent des pays avoisinants, car nos rapports dans l'industrie de la machine-outil sont basés sur les règles de la bonne foi. » Ainsi la convention qui lie les partenaires sociaux de l'industrie des machines se résume en 10 articles.

« Dans notre entreprise, qui groupe quelque 16 000 salariés, nous avons obtenu un droit à l'information qui nous permet de renseigner tous les ouvriers en moins de quatre heures. Nous avons obtenu au cours de ces dernières années la *cogestion* avec la direction dans de multiples domaines ; par exemple, pour la classification des postes de travail, le système de rémunération, ainsi que la gérance de divers organismes d'intérêt social de l'entreprise, tels que cantine, fonds de secours et caisse-maladie. Aucun licenciement n'a lieu sans notre accord ; en pareil cas, nous négocions toutes les mesures sociales à prendre. Ce que nous voulons c'est sortir l'homme de l'ombre et le placer au soleil. »

Dans le rapport 1974 du Syndicat des ouvriers sur machines, section de Winterthour, ce dirigeant syndical conclut ainsi :

« Aussi longtemps que dans nos syndicats croît la prise de conscience que la solidarité reste la clé de la vie en collectivité, aussi longtemps que chacun est prêt à aider son collègue de travail dans la mesure de ses capacités, nous n'avons rien à redouter de l'avenir. La devise de notre action pourrait être cette phrase d'Emmanuel Kant : « Agis » de telle façon que la maxime qui guide tes » actes puisse à tout instant être érigée en » principe juridique valable pour tous. »

« (...) Comme dans le passé, nous connaissons des difficultés et des succès, des obstacles à franchir. Franchir ces obstacles donne un sens à notre vie. Ce n'est pas la direction du vent qui compte, mais la façon dont nous ajustons nos voiles. »

Un délégué du CICR dans un camp de prisonniers de guerre syriens en 1974. En créant la Croix-Rouge internationale, Henri Dunant, petit commerçant genevois en faillite, a permis aux Suisses de se dépasser eux-mêmes.

Des jeunes voient la Suisse de l'an 2000

En 1972, les élèves des écoles secondaires du canton de Fribourg ont reçu la tâche de travailler le sujet : « La Suisse de l'An 2000 ». Les meilleurs travaux ont été sélectionnés et réunis dans un volume fort stimulant. Voici quelques-unes des idées exprimées :

● En l'An 2000, la division entre protestants et catholiques n'existe plus.

● Le service civil est établi, mais le service militaire est maintenu « afin que l'homme comprenne qu'il n'est qu'un homme ».

● Les écoles deviennent un centre de rencontres avec et entre les parents; elles contribuent ainsi à briser le mur des générations.

● L'apprentissage du temps libre, de l'utilisation des loisirs, est devenu une nécessité, « afin de ne pas le passer tout entier devant la télé ». Il incombe aux parents et aux écoles. Le niveau culturel des émissions en Eurovision a été élevé. C'est l'éducation permanente.

● Un genre de professions va de plus en plus se développer : celles qui demandent un contact humain.

● La technologie, loin d'écraser notre personnalité, augmente nos possibilités de choix en multipliant ces derniers.

● Les tâches de l'Etat : (par priorité) aménager le territoire et protéger la vie, assurer le plein emploi, garantir la prévoyance sociale

maintenir une société et des individus « sains »
atténuer les trop grandes disparités de revenus.

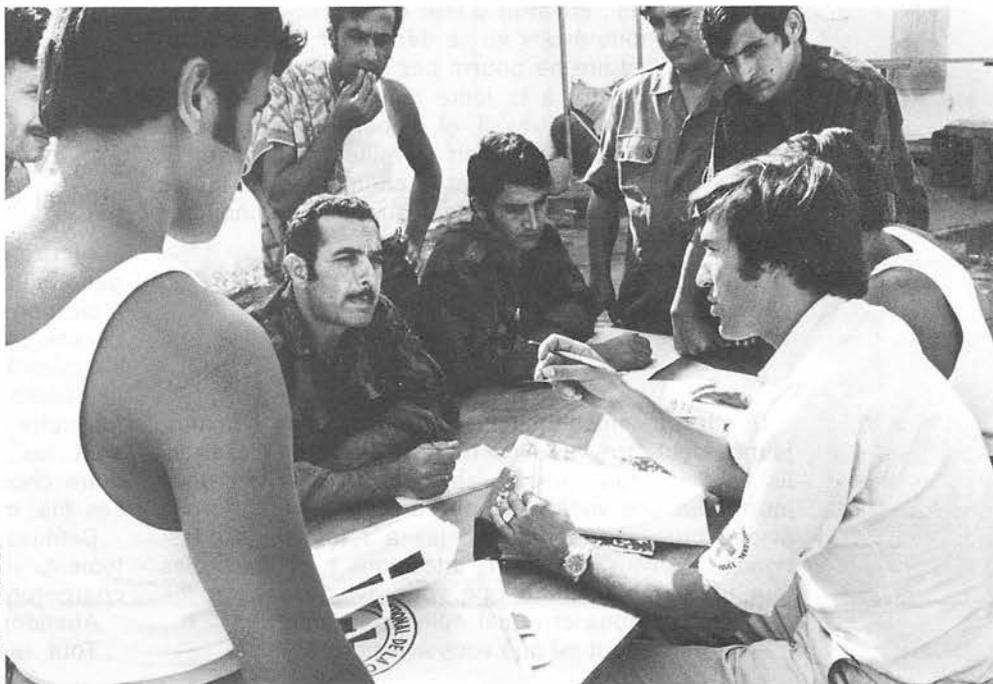
● En Suisse, les changements de majorité parlementaire sont indispensables. La vie parlementaire n'est pas intéressante sans vraie opposition parlementaire. En l'An 2000, il n'y a plus de conseillers d'Etat cantonaux, mais une union fédérale, avec un président de la Confédération élu pour 4 ans et un système unicaméral. La Suisse est englobée dans le contexte européen, courant le danger de frustration, de se mouvoir dans de trop grands ensembles sociologiques aliénants et de disposer de trop de moyens d'information, dont la plupart sont livrés à l'initiative privée.

● La neutralité sera pourtant maintenue ; la Suisse doit être un îlot de paix pour permettre de régler les points de friction dans le monde.

● « N'oublions pas que le futur, ce n'est pas un avion plus rapide, une ville plus haute, ou un gadget de plus, mais « autre chose » que les uns appellent de leurs vœux, que les autres repoussent avec angoisse et qui est déjà notre présent : un changement perpétuel, une formidable accélération de l'histoire. »

● En l'An 2000, il y aura davantage d'armailles que maintenant ! Leurs costumes n'auront pas changé.

Notre couverture : le texte sur lequel se détachent les contours de la Suisse est celui du pacte de 1291, qui scella la création des premiers cantons de la Confédération (réalisation graphique : Jean-Marc Duckert).



Kurtz — CICR



par Edouard Burnier

La Suisse est le pays des gens « qui avaient cru... ». Des gens qui ne « savent plus que croire » aujourd'hui, parce qu'ils espéraient, hier encore, tant de choses.

Nous avons cru, au lendemain de la guerre précédente, que les chrétiens avaient devant eux un champ dévasté mais libre, qu'ils ne rencontreraient plus que leurs deux vieux ennemis, le découragement et l'indifférence. Et nous les avons vus, rejetés au nom de la raison d'Etat, persécutés, trahis même par beaucoup des leurs...

Nous avons cru à la conquête assurée de certains droits humains ; au droit d'être de sa race et de son opinion. Et nous avons vu se déchaîner des persécutions que l'histoire ne pourra pas oublier.

Nous avons cru à la lente mais sûre instauration d'une protection du travail, et d'abord de sa garantie assurée à quiconque voulait travailler pour vivre. Et nous avons connu la crise et le chômage avec toutes les restrictions qu'ils apportent aux justes conquêtes de la liberté professionnelle...

Nous avons cru à tant d'autres choses !



Sur le chemin d'Emmaüs marchent deux hommes, jeunes peut-être, qui avaient suivi Jésus de Nazareth. Ils l'avaient suivi jusqu'à sa mort. Cela faisait deux jours déjà. Les voilà seuls sur la route disant : « Nous avons cru. » L'Inconnu qui les a rejoints les questionne : « Jésus est mort, dites-vous ? et vous êtes tout tristes ? Qu'est-ce que vous aviez donc cru ? »

- Nous avons cru qu'il délivrerait Israël.
- C'est là tout ce que vous aviez cru ?

La conférence dont nous reproduisons ici des extraits a été prononcée il y a trente-cinq ans, au début de la Seconde Guerre mondiale par le professeur Edouard Burnier, de Lausanne. Elle garde aujourd'hui toute son actualité.

A vrai dire les deux compagnons ajoutent encore quelques articles de foi, de pauvre foi, morte avant-hier. *C'était* — ils ne parlent plus qu'au passé — c'était un prophète, un homme d'action dont la parole *était* puissante. Et le Maître qui est mort pour que ses disciples croient enfin en Lui, constate la défaite de cette foi.

Apparente défaite de la foi ? Je n'en crois rien. Défaite bien réelle. Ces deux-là sont devenus des obstacles dangereux pour ceux qui croient déjà à la Résurrection. Ce sont des défaitistes. Entendez-les : « Il est vrai que des femmes... »

Jésus se met au milieu d'eux... et, le jour même de sa Résurrection, recommence à les enseigner : « O hommes sans intelligence et dont le cœur est lent à croire... » Et l'entretien se poursuit aujourd'hui encore, sur tous les chemins de la terre où s'avancent sans but ceux qui *avaient cru*...

(...) Il y a quelque chose de pire que de ne pas croire : c'est *d'avoir cru*. Le tragique de la scène d'Emmaüs, c'est qu'il s'agit de disciples. Imaginez l'issue de cette conversation si ce n'était pas le Christ vivant qui l'avait miraculeusement redressée. Qui sait ? Peut-être, avant d'être rejoints par le Maître, les disciples ont-ils fait un bout de chemin avec un ancien auditeur de Jésus. Comme il a dû se féliciter celui-là, en voyant la défaite de leur foi ; et se dire : « J'avais bien failli me laisser prendre aussi : j'ai eu raison d'être prudent et d'attendre un peu... »

(...)

Alors ce qui me trouble, ce n'est pas tant que les gens aillent et raillent, disant que « leurs Eglises n'ont rien empêché ». Ce que je crains c'est que cette défaite certaine, évidente, de notre foi, se transforme en déroute... Autre chose les défaites, autre chose le désespoir. Autre chose sont les défaites de notre foi, autre chose est la défaite de la foi. Autre chose sont les revers politiques et militaires d'un pays, autre chose l'abandon et la trahison de ce pays par ses fils, même vaincus.

Défaites de notre foi ; il faut les reconnaître, honnêtement, et nous les premiers, sinon d'autres s'en chargeront.

Abandon de la foi ? Jamais.

Tout le péril et toute la grandeur de la situation

des chrétiens à cette heure, c'est qu'ils doivent reconnaître leurs défaites... et continuer la lutte.

« Nous sommes pressés de toutes manières mais non réduits à l'extrémité ; dans la détresse, mais non dans le désespoir ; abattus, mais non perdus. » C'est Paul qui dit cela. Ah ! s'il n'y avait pas ces paroles-là, comme nous aurions peine à croire que les promesses de Dieu sont réservées aux défaites de notre foi et non seulement à ses victoires.

La seule question est de savoir si c'est Dieu ou si c'est nous qui avons été vaincus.

(...) Toute la défaite des disciples d'Emmaüs tient en ceci : ils ont cru quelque chose alors qu'il fallait croire quelqu'un.

Ils ont cru quelque chose de très bien, de très patriotique, de très légitime ; quelque chose qu'un bon disciple juif pouvait aussi croire : ils ont cru que Jésus délivrerait Israël. Mais ils ont oublié l'essentiel ; ils ont oublié qui était Jésus. Ils ont attendu que Jésus fasse quelque chose alors qu'il leur était dit de croire que Jésus était quelqu'un. Et dans cette simple distraction de leur foi est contenue toute sa dégradation. Ces hommes commencent à oublier Dieu. Ils cessent de servir Dieu et commencent à se servir de Lui. En termes plus cyniques et brutaux, leur réflexion amère et découragée revient à dire : « Nous avons cru que notre Maître servirait à quelque chose... » Oui, c'est bien ainsi que nous raisonnons, avec une espèce de rage et de confusion. C'est toujours ainsi que l'homme naturel raisonne.

(...) A travers toute la Bible, la seule différence entre une foi victorieuse et une foi vaincue se ramène toujours à ceci : la foi victorieuse ne pose pas de conditions à Dieu — la foi vaincue en pose. La foi victorieuse croit en Dieu et n'espère plus autre chose ; la foi vaincue croit toute espèce de choses et espère que Dieu les lui donnera. La foi du vainqueur, en définitive, est celle qui est absolument vaincue par Dieu ; la foi du vaincu, celle qui essaie encore et toujours de vaincre Dieu.

(...) Donc, ces deux disciples qui avaient cru croient de nouveau ; ou plutôt, ils croient enfin. Ces vaincus sont renvoyés au combat : nous sommes au jour de l'Ascension. Un signe bien certain nous permet de reconnaître dans le groupe qui entoure Jésus, ce jour-là, deux frères de nos compagnons de route dans le dialogue qui s'engage.

Ils reposent la même question que leurs compagnons d'Emmaüs :

« Seigneur, est-ce en ce temps que tu rétabliras le royaume d'Israël ? » A un mot près, pourtant, et c'est ce mot qui marque tout le changement survenu dans leur vie : *Seigneur*. Le seul mot important, le seul mot juste dans cette pauvre phrase d'hommes. Jésus le marque aussitôt dans sa réponse. Il repousse la question, assez vivement même : « Ce n'est pas à vous de connaître les décisions de votre Père. » Cette réponse est celle d'un Seigneur. Et les disciples comprennent.

Un silence : celui de l'obéissance.

Comme ce bref dialogue — il tient en deux répliques — montre bien ce que c'est que de *changer* dans la vie chrétienne : toujours les mêmes soucis, les mêmes difficultés, les mêmes questions, mais une autre attitude ; tout autre. *Nous avons cru...* et le silence de l'amertume. *Seigneur...* et le silence de la foi.

Alors, à cause de ce nom de Seigneur, dans ce recueillement des disciples, le Maître parle. A ceux qui croient en lui, et qui viennent de professer ainsi leur foi, d'un seul mot, il dit deux choses : 1) Vous recevrez une puissance. 2) Vous serez mes témoins.



(...) On compare souvent la foi à l'eau vive. Une masse d'eau n'est qu'une force en puissance. Il faut qu'elle coule pour manifester ses effets. L'eau stagnante est de l'eau morte. Ainsi le témoignage est le courant qui entraîne la masse.

La foi c'est la puissance qui se dépense et se renouvelle dans le témoignage. Le témoignage n'est pas une conséquence lointaine, éventuelle, incontrôlable de la foi. Il en est la condition absolue. Le témoignage est, en langage de banquiers, le nantissement de la foi. Et c'est pourquoi le refus de témoigner est l'anéantissement de la foi.

Cette définition-là est aussi une définition de guerre. Il n'y en aura d'ailleurs jamais d'autre, car le chrétien sera toujours en guerre.

Cette guerre qui ravage le monde finira. Mais la bataille de la foi ne finira pas avec elle. Dans cinq, dix ans, peut-être parlera-t-on encore du même sujet. Qui sait si nous ne dirons pas alors : « Nous avons cru que la paix serait autre chose... » Il n'y aura pas de paix, pas de repos, pas de démobilisation pour la bataille de la foi.



Écoutons cet ordre impitoyable et désespérant pour les soldats du Christ qui compteraient encore leurs jours de service : « Vous serez mes témoins... jusqu'aux extrémités de la terre » ce qui veut dire jusqu'à la fin du monde.

(...) Le chrétien est celui à qui Dieu ordonne de parler dans le procès que le monde lui fait. Mais un témoin n'est pas d'abord un homme qui parle, c'est d'abord un homme qui écoute. Le témoignage, c'est une certaine façon de vivre. Ce n'est pas une certaine façon de parler de Dieu, c'est la seule façon de le laisser parler. (...) Le chrétien est un témoin parce qu'il est lié non à quelque chose qui est arrivé, mais à quelqu'un qui est venu. Dès l'instant où ses disciples ont dit : « Seigneur », ils se sont constitués prisonniers de Dieu. Le témoin est ce prisonnier libre « sur parole » que Dieu laisse dans le monde pour annoncer que seul le service de Dieu libère des servitudes humaines.

CAUX : SOIXANTE HOMMES DE L'INDUSTRIE RÉFLÉCHISSENT A LEUR MISSION

Impressions d'un participant

par Neville Cooper *

Il n'est certes pas possible de résumer en quelques lignes une semaine de rencontres et d'échanges entre un groupe de soixante personnes. Mais il est possible de dégager quelques impressions.

Notre groupe d'industriels européens qui avait pris la responsabilité d'organiser cette conférence poursuivait un objectif précis. Nous sommes en effet convaincus que deux tâches fondamentales s'offrent à nous :

- la première, répondre aux besoins matériels du monde ; c'est-à-dire créer des biens, de la richesse (richesse, bien entendu, non pas pour quelques poches, mais pour l'humanité) ;
- la seconde, créer une société nouvelle

dans laquelle peut croître la justice sociale et s'épanouir l'esprit humain.

Or ces deux tâches requièrent de la part de nous tous industriels une nouvelle qualité de « leadership »¹.

La société industrielle entre dans une ère nouvelle. Dans le monde entier et en des termes nouveaux, l'homme se rend compte qu'il a besoin de se hausser à un autre niveau et d'abandonner l'économie d'école enfantine ou la loi de la jungle. Il doit apprendre à se concerter avec ses semblables pour organiser le changement dont le monde a besoin et diriger les forces de changement. Le responsable industriel qu'est chacun de nous a besoin pour cela des syndicalistes, des ouvriers,

* Membre du Directoire de Standard Telephones Cables Ltd., Londres, M. Cooper s'exprimait à Caux à titre personnel.

¹ L'expression anglaise a été retenue par les organisateurs pour éviter qu'une traduction n'en réduise le concept.

des hommes politiques. Il nous faut trouver la base qui va nous permettre de travailler ensemble.

Dans ce domaine, la contribution que nous pouvons apporter a trois facettes.

1. Nous devons avoir une philosophie claire. Pour cela il nous faut réfléchir. Nous avons souffert dans le passé de philosophies incomplètes. Marx, par exemple, a fait de bons diagnostics ; mais je crois que la faille la plus grande de son système a été son refus de prendre en considération la moralité et la foi, qui auraient pu être les principaux ressorts du changement. Adam Smith, malgré l'excellence de ses vues, a commis une omission fatale : il ne s'est pas rendu compte que seule la force de l'Esprit divin agissant par l'intermédiaire d'hommes inspirés pouvait actionner les forces de l'histoire dans le sens où elles doivent l'être, c'est-à-dire entraîner notre société au-delà du jeu aveugle des forces dans une économie de marché. Certains parmi nous, qui nous réclamons du christianisme, avons eu également une philosophie bancale ; nous n'avons pas réellement vécu en acceptant Dieu à la fois comme source d'amour et de vérité et comme intelligence suprême de l'histoire, c'est-à-dire en acceptant Dieu comme père et créateur. Nous avons donc besoin d'articuler une philosophie répondant aux besoins de notre ère et qui devienne le moteur de notre vie.

2. Nous devons apprendre le changement : changement d'attitudes, de mobiles, de relations en nous et chez les autres. Un choc doit donc se produire au niveau du cœur, et non pas seulement au niveau de l'intelligence. En fait ce choc a peu à voir avec l'intelligence



Echange entre un économiste norvégien, M. Gundersen (à gauche) et un syndicaliste suédois, M. Söderlund.



M. Gerrit Wagner.



De gauche à droite : M. Max Huber, M. Pereira, leader d'une favella de Rio et M. Frederik Philips, président du Conseil de surveillance des Etablissements Philips.

et nous constatons que nous n'y sommes guère préparés. Ici à Caux nous apprenons à laisser s'ouvrir le cœur pour que des attitudes et des mobiles nouveaux s'y installent, ce qui nous permet d'apporter ce changement aux autres avec plus d'efficacité.

3. Nous avons enfin besoin d'un plan d'action. Si chacun se bornait à faire telle ou telle étape positive avec le pieux espoir que tout pourrait se remettre en place par un enchaînement de conséquences, notre engagement de changer le monde s'arrêterait à mi-chemin.

Il nous faut une stratégie et une idéologie capables d'unir les hommes et d'entraîner les changements que réclame l'état de notre société.

Ces journées ont donc été pour chacun l'occasion d'ouvrir son esprit et son cœur à de nouvelles vérités.



Le professeur Klaus Schwab.

Certaines personnalités nous ont aidés en nous faisant part de leur réflexion.

Dans son mot d'accueil, Rudolf Huber (Machines Oerlikon, Zurich, qui représente les employeurs suisses à l'O.I.T.) a souligné combien il était significatif que notre rencontre ait lieu dans ce centre de Caux « où tant de gens ont appris à puiser à la source éternelle d'inspiration qui vient de Dieu pour traverser des abîmes apparemment infranchissables ».

Le professeur Klaus Schwab (président du *European Management Forum*, qui réunit chaque année à Davos des dirigeants de l'industrie européenne) nous a fait part des conclusions auxquelles l'avait conduit son étude des réalités économiques contemporaines. Le manager du dernier quart du XX^e siècle doit être fondamentalement différent du manager du troisième quart. Alors que son prédécesseur par exemple avait un respect sacro-saint du progrès matériel et trouvait son propre accomplissement dans ce progrès même, il devra accepter que le moteur essentiel de toute activité soit le service de la société et de ses besoins économiques, sociaux, culturels et politiques. A une éthique de travail matérialiste où le succès justifie les compromis moraux doit se substituer une éthique de dignité individuelle, fondée sur l'honnêteté dans les actes et les rapports humains. Ces conclusions sont intéressantes, venant d'un homme qui aborde la question au départ sous un angle économique.

Le débat sur la question du pétrole conduit par M. Peter Petersen (Stuttgart, consultant économique) a provoqué une intervention très intéressante d'un participant arabe. Il a dit, ce qui fut très salutaire : « Vous avez une vue tout à fait superficielle du problème car vous ne comprenez pas ce que cela signifie pour nous de chercher à construire une société fondée à égalité sur la foi et sur la science. »

Ce que j'ai retenu de l'intervention de M. Gerrit Wagner (président de Royal Dutch

Shell) fut surtout l'étonnante puissance qui se dégage d'un homme honnête et modeste, animé par une foi profonde. Son exposé avait pour thème : « conflit et harmonie dans les problèmes internationaux du pétrole ».

Ce qui m'a semblé remarquable était la diversité des participants. Nos façons d'aborder les problèmes étaient souvent fort différentes. Mais nous nous sommes rendu compte que nous pouvions travailler côte à côte pour construire une société nouvelle. Deux dominantes ont, il me semble, permis ce fructueux travail : d'abord notre engagement commun de mettre le meilleur de nous-mêmes au service d'une société conforme au plan du Créateur, ensuite notre certitude que chacun détient une parcelle de vérité et qu'aucun ne peut se suffire à lui-même.

Vient de paraître

**ROBERT
CARMICHAEL**

par lui-même

préface de
Jean Rey

Grâce à des documents réunis par sa famille et ses amis, un industriel, qui fut avant tout un homme d'action, témoigne de sa recherche d'une économie mondiale plus juste et plus humaine.

Editions de Caux
Fr.S. 10.- 15 FF.

Autour du monde avec le Réarmement moral

Instantanés de Caux

Un groupe de 29 évêques, prêtres et théologiens orthodoxes et vieux-catholiques qui participaient à une rencontre de coordination à Genève, ont rendu visite le mois dernier au centre de Caux, où ils ont pu assister à une représentation de *Chant de l'Asie*.

« La situation en Méditerranée orientale est très grave, a déclaré le président de cette conférence, le métropolitain Irénée, qui est originaire de Crète. Les chrétiens d'Europe occidentale pourraient nous aider en engageant un dialogue avec les musulmans qui résident dans leurs pays, dialogue qui pourrait s'étendre au Proche-Orient. »

Après avoir participé pendant deux mois aux travaux des sessions de Caux et fréquemment donné leur spectacle, les 65 Asiatiques de la troupe de *Chant de l'Asie* ont quitté la Suisse pour le Danemark, la Norvège et enfin, l'Ecosse, où ils sont attendus le 5 octobre. Leur séjour en Grande-Bretagne se prolongera jusqu'à la fin de l'année.

Séminaires

Les centres du Réarmement moral à Panchgani (Inde) et Pétropolis (Brésil) ont inscrit à leur ordre du jour en septembre des séminaires consacrés aux questions sociales qui rassembleront industriels et syndicalistes.

Rétrospective

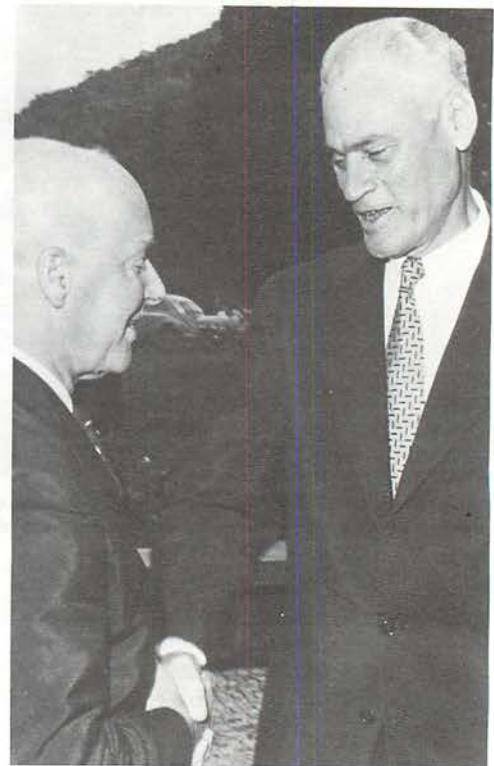
Au lendemain de la mort, le mois dernier, d'un grand patriote brésilien, le maréchal Tavora, le quotidien de Rio de Janeiro *O Globo* a publié la « photo historique » ci-contre : il s'agit de la poignée de main, lors d'une rencontre du Réarmement moral en 1961, scellant la réconciliation du maréchal Juarez Tavora (à droite) et du maréchal Henrique Texeira Lott, rivaux politiques et tous deux anciens candidats à la présidence du Brésil. Cette réconciliation avait été un événement national et un grand moment dans la vie du maréchal Tavora. Celui-ci, un révolutionnaire qui avait participé à plusieurs coups d'Etat, avait dit du Réarmement moral qu'il était « la solution finale » et dirigé, en 1961, avec une équipe de 200 personnes, une campagne qui avait attiré, de Recife à Rio, des centaines de milliers de Brésiliens.

Pays de Galles

Un ouvrage sur le Réarmement moral vient d'être publié en langue galloise sous le titre *Beth fydd llas Cymru* et lancé à la foire nationale galloise de Eisteddfod.

Contacts

La délégation d'étudiants choisis par le ministère égyptien de la jeunesse qui a parti-



1961 : un instant historique.

cipé aux sessions de jeunes à Caux vient de terminer un séjour en Angleterre. Au programme : visites de centres industriels, contacts avec des autorités politiques locales et participation à la conférence du Réarmement moral au centre de Tirley Garth, près de Liverpool.

Point de rencontre

Des travaux importants viennent d'être engagés pour l'agrandissement d'Armagh, le centre du Réarmement moral à Melbourne. Cette demeure, construite au début du siècle, pourra ainsi être mieux utilisée pour des séminaires et des rencontres et servir de base à l'action du Réarmement moral dans une zone qui s'étend de Singapour aux Iles Fidji. « La maison d'Armagh, écrit à ce propos M. Yann Celene Uregei, président de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, doit poursuivre son rôle de promotion de la bonne volonté parmi les peuples du Pacifique et du reste du monde. J'espère que tous les pays du Pacifique apporteront une brique à cet édifice, car pour chacun de nous il est symbole de lumière. »

Fiji

Une équipe du Réarmement moral est en ce moment à l'œuvre dans ce pays du Pacifique, indépendant depuis peu. Une représentation de films a eu lieu au Sénat en présence de parlementaires, de membres du grand conseil des chefs coutumiers et de conseillers municipaux de la capitale, Suva.



Dans la grande salle à manger de Caux, les Suisses donnent une soirée d'adieux à « Chant de l'Asie ».

ANGLETERRE :

La vocation d'un immigré

« Au cours des huit dernières années, nous avons reçu dans notre foyer à Londres environ 2400 personnes de toutes races et de toutes origines. Nous l'avons fait poussés par la conviction qu'il fallait créer des relations amicales et humaines entre les gens de toutes races qui vivent maintenant en Angleterre. »

M. Kistasamy, enseignant, d'origine indienne, né et élevé en Afrique du Sud, habite Londres avec sa famille depuis quinze ans. Il y était arrivé sans emploi, sans logement, fuyant un pays dont il rejetait la politique raciale et espérant trouver de meilleures conditions de vie. Les débuts, comme ceux de tous les immigrants ou exilés, furent difficiles.

Les difficultés étaient d'autant plus grandes que M. Kistasamy, sixième d'une famille de douze, avait connu une enfance de misère et était résolu, depuis son adolescence, à tout faire pour que lui-même et ses enfants fassent des études et connaissent un meilleur sort. « J'étais un rebelle, admet-il, et j'avais la dureté et la détermination des déshérités qui veulent s'en sortir. »

Les choses allaient si mal que l'équilibre du ménage s'en trouva menacé. M^{me} Kistasamy recevait constamment des lettres de ses parents en Afrique du Sud lui enjoignant de revenir à la maison avec son bébé. Aussi, un beau jour, c'est son mari qui, excédé, réserva une place d'avion pour elle et lui déclara : « Fais tes bagages. Tu pars la semaine prochaine. Peut-être que je te ferai revenir un jour, peut-être que non. »

Pendant que son mari était au travail, une pensée très claire est venue à l'esprit de M^{me} Kistasamy : « Il est faux de partir. Pourquoi céder à ces pressions ? Ta place est auprès de ton mari. » De plus, la jeune femme était enceinte et elle savait qu'elle serait mieux soignée dans les maternités de

Londres qu'à Durban où elle avait eu à souffrir de mauvaises conditions hospitalières et avait perdu un enfant en bas âge.

Aussitôt elle annula sa place d'avion et écrivit à sa mère pour lui annoncer sa décision. « Dans les trois ans qui ont suivi, je n'ai plus eu aucune nouvelle d'elle.

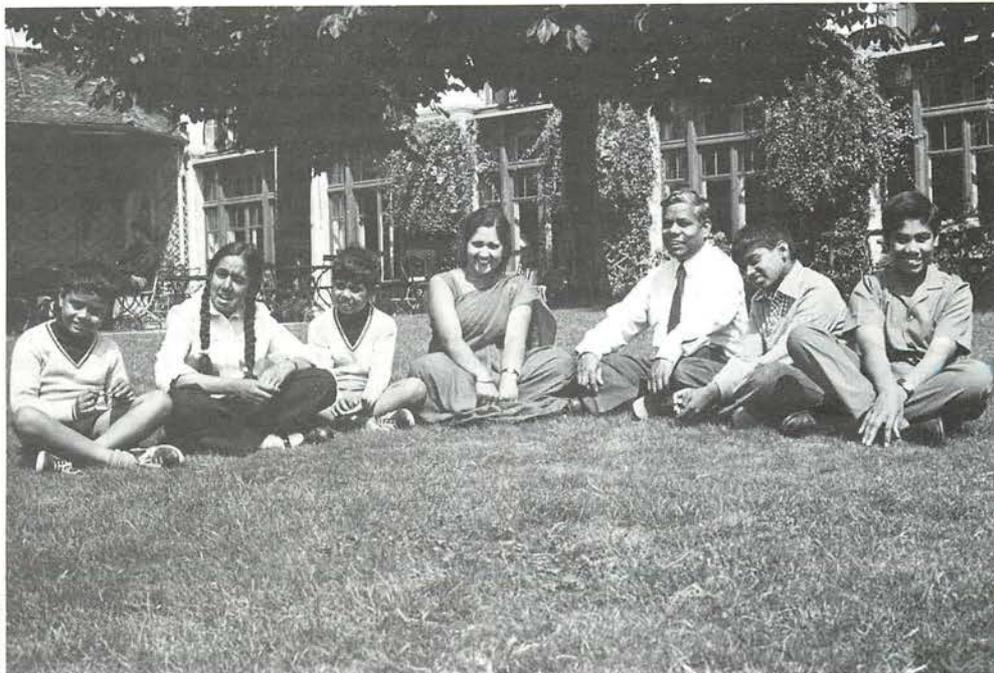
» Quant à mon mari, il a eu un choc, mais ce retournement a détendu l'atmosphère. » A la même époque, M. Kistasamy obtint un poste fixe de professeur dans une école secondaire, ce qui lui permit de se lancer dans l'achat d'une maison. C'est aussi à ce moment que, par l'entremise d'un voisin, ils firent la découverte du Réarmement moral, qu'ils décidèrent bientôt de prendre au sérieux et d'appliquer à leur vie. Pour M^{me} Kistasamy, le premier pas fut de cesser de houspiller son mari. Lui, de son côté, sentit très nettement qu'il devait cesser de tyranniser les siens. « A cause de mes souffrances passées, je voulais prouver au monde que nous aussi nous étions des gens

bien. C'est pourquoi je poussais mes enfants dans leurs études et je forçais ma femme à s'instruire davantage. Mais je me heurtais à beaucoup de résistance. Dès le moment où j'ai décidé de ne plus être le tyran que j'avais été, j'ai pu vraiment aider chaque membre de la famille. C'est à la suite de cela que j'ai été libéré de l'esclavage de l'alcool et du tabac et que j'ai cessé d'utiliser le langage grossier dans lequel je me complaisais. A ma grande surprise, j'ai aussi perdu la haine que j'avais des noirs et des blancs. »

Les années qui suivent voient M. et M^{me} Kistasamy se lancer à fond dans la tâche pour laquelle ils se sentent une vraie vocation : travailler à l'amélioration des relations entre les différents groupes ethniques habitant l'Angleterre : Antillais, Indiens, Africains et bien entendu les Britanniques eux-mêmes ! C'est en entendant un syndicaliste jamaïcain travaillant à Coventry qu'ils avaient senti cette vocation. « Avec cette situation raciale explosive, leur avait dit celui-ci, l'Angleterre traverse une phase décisive de son histoire. Il y a une société à remodeler. L'enjeu est énorme. »

Scotland Yard intrigué

Mettant pleinement leurs cinq enfants dans le coup, les Kistasamy s'attelèrent à la tâche. Il ne devait pas s'écouler de mois sans qu'ils donnent une réception ou organisent chez eux une réunion au cours de laquelle des gens de toutes origines pouvaient se ren-



La famille Kistasamy à Caux.

Franzon

contrer, l'expérience première du changement qu'ils avaient faite eux-mêmes demeurant la pierre d'angle de leur entreprise. Cela commença par les voisins et amis, puis par toutes sortes d'autres personnes, jusqu'à ce qu'ils reçoivent des visiteurs des quatre coins du monde. A tel point que Scotland Yard s'intéressa à ce qu'ils faisaient et qu'un groupe d'inspecteurs chargés des relations raciales vinrent les consulter.

Maintenant M. et M^{me} Kistasamy sont très fiers que nombre de leurs connaissances, suivant leur exemple, organisent des soirées du même genre dans leurs foyers.

Ne limitant pas son action à la région londonienne, M. Kistasamy, en équipe avec d'autres immigrants du Commonwealth, fit aussi par la suite de fréquentes expéditions dans les centres urbains d'Angleterre où se trouvent de fortes concentrations d'Indiens, d'Antillais, d'Africains pour y contacter les responsables de ces différentes communautés et leur parler de ce qu'il avait pu réaliser.

A Pâques 1974, M. Kistasamy fut invité par des blancs d'Afrique du Sud à se rendre à Prétoria à une assemblée inter-raciale du Réarmement moral. Il hésita longuement avant d'accepter cette invitation, car il avait chassé de son esprit tout intérêt pour ce pays. Il savait à quelles vexations il aurait à faire face s'il acceptait cette invitation.

Une dure épreuve

Pourtant, en arrivant à Prétoria, il fut très surpris de voir que le pays avait évolué et que certaines manifestations de l'apartheid avaient disparu. Il constata une plus grande liberté de parole et de mouvement qu'autrefois, et, surtout, fut très ému par la cordialité avec laquelle il fut reçu par les blancs qui l'avaient invité.

Plus dure fut l'épreuve des retrouvailles avec son frère, qu'il alla voir dans sa ville natale de Durban, centre de la communauté indienne d'Afrique du Sud. Bien qu'il lui ait écrit pour annoncer son arrivée, personne ne l'attendait à l'aéroport. « Je pris un taxi et me rendis tout droit à la maison familiale, raconte-t-il : quatre voitures devant la porte, du monde à l'intérieur, la salle de séjour enfumée, de l'alcool à profusion. Les enfants d'il y a quinze ans avaient grandi et ne vivaient pas comme je pensais qu'ils vivraient. A mon frère, je dis carrément qu'il pouvait soit continuer dans le pétrin

où lui et le monde se trouvaient, soit changer et se mettre à vivre comme il sentait devoir vivre. Il fit son choix et vint assister à la rencontre du Réarmement moral à Prétoria. C'est là qu'il fit le plongeon décisif. Au bout d'un mois il avait complètement cessé de boire.

» Mais ce n'est qu'un an plus tard, lorsque j'eus de nouveau l'occasion de rencontrer mon frère, cette fois-ci à Salisbury, en Rhodésie, où j'étais à nouveau venu pour le Réarmement moral, que nos relations furent tout à fait rétablies. Lorsque je le vis là, je constatais une réticence en moi. Je m'étais endurci envers lui car je lui reprochais de n'avoir pas pris soin de mon père lors de ses derniers moments. Buveur, il ne s'était guère soucié d'un vieux père mourant. Et moi, de Londres, je n'avais rien pu faire non plus. J'ai alors demandé pardon à mon frère pour ce sentiment et un grand poids est tombé de mon cœur. Par la suite, nous pûmes faire toutes sortes de choses ensemble et voir blancs et noirs en Rhodésie pour leur faire entendre la voix de la réconciliation. J'avais fait ce jour-là l'expérience de la réalité d'excuses sincères et de la libération qu'elles procurent. »

Un geste coûteux

A Prétoria, M. Kistasamy s'est senti poussé à faire un geste qui lui coûta beaucoup. « J'ai décidé de renoncer à mon bien le plus précieux, un terrain que mon père avait acheté sur ses économies et qui représentait tout l'attachement qu'il avait pour l'Afrique du Sud. Cette parcelle se trouvait faire partie d'une zone que le gouvernement avait décidé d'affecter à l'un des Bantoustans, un de ces Etats autonomes noirs qui ont été créés au cours des dernières années. J'eus la pensée de céder ce terrain gratuitement et de le faire pour le peuple d'Afrique du Sud, chez qui le désir de posséder des terres est souvent cause de bien des drames. »

Pour M. et M^{me} Kistasamy, tout cela relève d'un objectif très clair : « Nous sommes résolu, disent-ils, à lutter avec acharnement pour voir se réaliser le monde de nos rêves : un monde où les gens de toutes origines raciales et culturelles partagent la même loyauté envers leurs pays, envers toute l'humanité. C'est cela, pour nous, une société multi-raciale.

Propos recueillis par Philippe Lasserre.

PARIS

HOTEL PLAZA ATHÉNÉE



★★★★

25, AVENUE MONTAIGNE
PARIS 8^e - 359-85-23

UN LIVRE, UNE IDÉE

Entre l'esprit fini et l'âme infinie *

« La Renaissance élimine le Pêché. L'Ordre Classique élimine la Révélation. L'Ere Moderne élimine d'un coup, et presque facilement, ce qui reste : la Foi. » (p. 202.)



« Ma thèse est simple, radicale, copernicienne. Elle consiste à soutenir que l'homme a été perdu par l'humanisme, donc par lui-même. Que l'homme fini n'a pas été mutilé par on ne sait quelle force humaine, mais que l'homme s'est mutilé en homme fini et que l'inhumain c'est lui. » (p. 183.)

La haine de Dieu

« Marx, Freud, et Nietzsche, sainte trinité de la Sorbonne... Un de ces chrétiens masochistes qui fourmillent, fasciné par la Trinité contemporaine, l'appelle, d'une formule qui fait fortune, « les trois maîtres du soupçon », suggérant invinciblement des esprits libres, sans préjugés, suspectant les suspects en toute transparence ! Quelle farce ! » (p. 83.)



« Ainsi donc, le marxisme est voué dès l'origine à un succès total et inouï en ce monde, donnant aux ignorants la certitude de tout savoir, aux imbéciles l'impression de penser, aux pauvres gens la plus facile des croyances, aux appareils d'Etat la maîtrise absolue des âmes — il y a même, en Marx et Engels, un peu de Bouvard et Pécuchet saisis par la réussite... La pensée de Marx est entièrement formée à l'âge de 25 ans par la haine de Dieu et tout ce qui s'ensuit pour son jeune hégélianisme, expériences et expérimentations « scientifiques ». (p. 94-95.)



« ... la métaphysique marxiste pose l'innocence originaire de l'homme au départ, l'innocence récupérée à l'arrivée. Dès lors,

* Ces textes sont extraits de l'ouvrage *Ce que je crois* de Maurice Clavel (Ed. Grasset Paris 1975) dont nous avons rendu compte dans notre numéro de septembre 1975. A noter que Maurice Clavel, philosophe, dramaturge et romancier, a été lui-même marxiste et même membre du parti communiste français.

et forcément, dans un régime socialiste advenu, le plus petit coupable est un monstre incroyable... Tous flics et flics de tous au paradis de la terre... Pourquoi n'a-t-on jamais dit, pourquoi se refuse-t-on à comprendre que cet Enfer terrestre découle implacablement du Dogme de l'Innocence ? Qu'il n'y a pas de pardon parce qu'il n'y a pas de péché ! les 40 millions de morts du Goulag — pour ne point parler des supplices — sont et sont seuls dans la logique du marxisme, le seul frein au système étant enfin chez les dirigeants la peur d'y passer... » (p. 99-100.)



« ... les fameux « dialogues » qui engagent les chrétiens « sur le fond » avec les marxistes me paraissent véritablement adorables, de par l'hypocrisie gaillarde des seconds et la zozoterie béate des premiers, si heureux de survivre encore un peu avec permission ! Mais mon rire est sinistre... faire comprendre enfin à ces éternels gogos que l'athéisme de Marx, ou plutôt sa haine totale et existentielle, n'est pas un élément, un accident ou un résultat de son communisme, mais sa source et son but : oui, sa cause finale ! C'est de Dieu, c'est de Dieu lui-même qu'avant tout, par tout, après tout, Marx veut nous libérer. » (p. 96-97.)



« Je priais Dieu, avec Thomas More « de me délivrer de cette chose encombrante qu'on appelle le moi », je riais des crétins et crétines illustres interviewés qui proposaient « d'être soi-même », « d'essayer d'être soi-même », « d'aller au bout de soi-même. » (p. 147.)



« Mais non, je n'ai même pas la foi. La Foi m'a. Je ne crois pas que Dieu existe, car je ne crois pas « que », je crois « en »... Non, messieurs, je ne détiens pas la vérité : la vérité me détient, et comme les détenus je me débats et je cherche à m'évader ! Pourtant elle me libère, mais cette liberté-là est si dure à vivre ! Si vous saviez comme vos esclavages sont plus faciles ! » (p. 25.)



« La Foi ne pourra jamais faire sa preuve et n'aura pas à la faire. Car il ne peut y

avoir de preuve contre la Foi, le croyant détenant une expérience que l'incroyant n'a pas, et peut respecter, suspecter, récuser, non réfuter. » (p. 43.)



« Nul ne prouvera jamais Dieu, mais chacun a partie liée avec Lui. S'Il n'est pas, moi non plus. Si je suis, je ne peux que Lui rapporter mon être. » (p. 148.)



« C'est donc Dieu, s'Il est, qui me fait. ... Que devient ma liberté ? Certes il n'existe pas non plus de preuve que je sois libre. Mais dans la Révélation Dieu reconnaît le premier que je suis libre. Dès lors il faut admettre que mon rapport avec Dieu n'est pas extérieur. Que nous ne sommes pas exactement deux. Qu'Il est plus moi-même que moi-même. Qu'Il ne me crée ni ne me règle du dehors. Que ce n'est pas par Lui, mais sans Lui que je m'ignore et que je m'aliène.

» Bref, que c'est d'un même travail qu'Il me crée, me libère, me révèle.

» Et si je dis « travail », c'est que cela se fait dans le temps. » (p. 149.)



La Winterthur-Accidents
est toujours près de vous.
Même à l'étranger !

winterthur
accidents

Société Suisse d'Assurance
contre les Accidents à Winterthur
40, av. du Général-Guisan,
8401 Winterthur

Son extraordinaire longévité est la seule chose qui puisse freiner la demande de la Zenith Defy.

Son solide boîtier en acier inoxydable de premier choix sert de coffre-fort à un mouvement à haute fréquence (28 800 alternances par heure) qu'il protège à jamais des chocs les plus dangereux, grâce à un système de suspension l'entourant d'un cercle amortisseur. Cet ouvrage d'une technique micro-mécanique poussée à son extrême comprend aussi un verre minéral résistant aux rayures, solidement ancré dans l'acier. Il maintient à l'extérieur tout ce qui est indésirable à l'in-

térieur, surtout l'eau et la poussière.

Mais comme toute montre Zenith, la robuste Defy n'a reçu son nom que lorsque le dessin de son cadran fumé, la sobriété recherchée de ses aiguilles et sa lunette polie furent parfaits.

Ils s'harmonisent avec élégance et les éléments d'acier

du bracelet, une exclusivité Zenith, sont assemblés avec une telle précision qu'il s'adapte au bras avec autant de souplesse que le cuir.

Le représentant Zenith le plus proche vous en dira volontiers davantage sur cette pièce maîtresse de Zenith. Même s'il sait qu'après la Defy, vous n'achèterez plus jamais de montre.



Modèle reproduit
réf. 01 0210380. Acier.
Suspension du mouvement
brevetée. Automatique.
Étanche. Changement ultra-
rapide de la date. Verre
minéral trempé. Bracelet ex-
clusif. Se fait aussi en
montre pour dames. Autres
modèles avec jour
et date.
A partir de Fr. 370. —

ZENITH

The quality goes in before the name goes on.